

LE DÉFI DE LA CHINE FACE AU FMI

Incorporer le yuan aux Droits de tirage spéciaux

par Ariel Noyola Rodríguez

Malgré l'opposition des États-Unis, la montée globale du yuan est devenue imparable. Dans le cadre des réunions du FMI, le gouvernement chinois cherche maintenant à obtenir l'intégration du yuan dans les Droits de tirage spéciaux, une étape décisive pour le faire devenir une monnaie de réserve mondiale.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | MEXICO (MEXIQUE) | 12 AVRIL 2015

ESPAÑOL PORTUGUÊS ITALIANO ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH



Avec le yuan, la Chine est désormais prête à contrebalancer la domination du dollar dans le Système Monétaire International. En 2009, Zhou Xiachuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine a appelé à une réforme du système mondial des réserves ; les fluctuations violentes du dollar obligeaient à donner plus de confiance et de stabilité à l'économie mondiale. En fin de compte, la Chine a refusé de prendre en charge les coûts de la crise que cela avait généré à la bourse de New York.

Dans cette même perspective, l'agence de presse Xinhua a lancé une polémique en octobre 2013 sur la désaméricanisation du

monde : l'endettement irresponsable de la part du gouvernement de Barack Obama augmentait les 'déséquilibres structurels' et révélait ainsi l'urgente nécessité de diminuer le pouvoir et l'influence des États-Unis [1]. En mars 2015, Li Keqiang, Premier ministre de la Chine, a demandé au Fonds Monétaire International (FMI) l'ouverture de discussions sur l'incorporation du yuan dans les Droits de tirage spéciaux (DTS).

Les DTS sont une réserve internationale créée par le FMI dans les années 60 pour compléter les réserves des banques centrales et soutenir le système des parités fixes établi en 1944. Au début, les DTS étaient calculées sur la base d'une valeur équivalente à 0,888 grammes d'or. Cependant, une fois que le président nord-américain Richard Nixon eût mis fin aux accords de Bretton Woods, au début des années 1970, les DTS furent calculés sur la base d'un panier de devises.

En pratique, les pays membres du FMI achètent les DTS pour s'acquitter de leurs obligations. Dans d'autres cas, ils les vendent pour moduler la composition de leurs réserves internationales. Dans ce contexte, le FMI agit en qualité d'intermédiaire entre ses membres et les porteurs autorisés des DTS pour garantir les échanges en monnaies « convertibles ».

Tous les 5 ans, la révision des DTS par le FMI devrait théoriser l'importance de ses devises dans les systèmes financiers et commerciaux du monde. Cependant, et malgré le rôle de plus en plus important des pays émergents dans l'économie mondiale la composition des DTS est restée inchangée : le dollar américain conserve 42% du portefeuille, suivi par l'euro avec 37,4%, la livre sterling avec 11,3% et finalement le yen (Japon) avec 9,4%.

Comment est-il possible, malgré la baisse du dollar de 70 à 60% dans la composition des réserves des banques centrales dans les 15 dernières années, que les parts de pouvoir des États-Unis au FMI n'aient pas été modifiées un minimum ? Il est évident qu'une telle disproportion divise les leaders du Parti Communiste, qui soutiennent que le leadership de la Chine dans l'économie mondiale devrait donner lieu à une influence plus importante dans la prise de décisions au FMI, ainsi qu'à l'intégration du yuan dans

les DTS.

Dans l'ensemble, il existe 2 critères à prendre en compte pour intégrer une monnaie aux DTS. Premièrement, l'économie en question doit participer fortement aux exportations mondiales ; la Chine répond pleinement à cette exigence. Deuxièmement, la monnaie doit être entièrement convertible. Cela veut dire que le pays émetteur ne doit pas fermer son compte de capital (qui inclue les crédits et les investissements de portefeuille) afin que les investisseurs du reste du monde puissent acheter et vendre des actifs financiers libellés dans la monnaie en question, et que ce soient « les forces libres du marché » qui déterminent leurs cours.

Dans le cas de la Chine, le deuxième aspect est le plus controversé. En 2010, dans le cadre du 41ème anniversaire des DTS, les fonctionnaires du FMI ont refusèrent l'intégration du yuan parce qu'ils considéraient qu'il était sujet à des contrôles de capital. De plus, ils ajoutèrent que seuls quelques pays libellaient des transactions dans cette monnaie. Enfin, ils déclarèrent que la Banque populaire de Chine sous-évaluait le taux de change et de ce fait, renforçait la suprématie manufacturière du géant asiatique sur le marché mondial.

Les autorités du FMI ne peuvent pas s'imaginer qu'à la différence d'autres pays émergents, le gouvernement chinois détermine les étapes de son ouverture. Les expériences de crises financières en Amérique latine et sur le continent asiatique pendant années 80 et 90 ont révélé au monde les terribles conséquences de l'adoption sans restriction des principes du Consensus de Washington.

Cependant, la Chine a bien retenu les leçons de l'histoire économique. Elle a évité avec succès de tomber dans les provocations du Département du Trésor et du système de la Réserve fédérale, institutions qui avec le président du FMI comme porte-parole mondial, l'accusent de manipuler le taux de change, et en conséquence, insistent pour qu'elle ouvre inconditionnellement son compte de capital.

Il ne fait aucun doute qu'en pleine précarité économique due à la crise des prêts hypothécaires (subprime), le gouvernement des États-Unis considère plus simple d'utiliser des boucs émissaire au

lieu d'assumer ses propres responsabilités.

En fin de compte, les chinois concentrent leurs efforts à se focaliser sur eux-mêmes et petit à petit, mener à bien le processus de libéralisation financière. D'un côté, ils mettront en place plus de mesures incitatives pour participer au Programme chinois d'Investisseurs Institutionnels Étrangers en Renminbi (désigné en anglais par le sigle RQFII). En même temps, ils développeront le projet « Stock-Connect », mécanisme pilote qui depuis novembre 2014 permet d'acheter et de vendre des actions d'entreprises de la Chine continentale en passant par la place financière de Hong Kong.

S'il est bien vrai que les banques privées auront une meilleure gravitation dans les circuits de crédit, le gouvernement chinois a fait de l'administration des risques sa plus grande priorité : la tendance à la déflation (baisse des prix) menace de saper la croissance économique et la stabilité financière. Dans les prochains mois, la Chine mettra en place un système d'assurance dépôt. De cette façon, les banques paieront des primes d'assurance et un organisme central se chargera de gérer l'argent. En cas d'insolvabilité, une compensation maximum de 500 000 yuans (81 500 dollars) par dépôt devra être payée. Cette mesure est une condition nécessaire pour libéraliser les taux de dépôt et ultérieurement, les taux d'intérêt. L'objectif est de donner plus d'amplitude au yuan.

Par ailleurs, rappelons-nous qu'en 2005, le yuan a brisé son ancrage avec le dollar (8,28 yuans par dollar) et s'est placé dans une marge de fluctuation autour de 0,3%. A partir de ce moment-là, les limites de flottation de la monnaie ont augmenté à trois reprises. L'augmentation la plus récente s'est produite en mars 2014, quand les marges furent à 2%.

Pendant les cinq dernières années, même si le yuan a gagné plus de 10% par rapport à la devise nord-américaine, le muscle économique chinois s'est renforcé. La stratégie d'endiguement mise au point par le Département d'Etat et le Pentagone consistant à cloisonner géopolitiquement les mers du sud-est asiatique n'a pas fonctionné : la Chine augmente ses flux de commerce et

d'investissement en Amérique latine et aux Caraïbes, dans les pays du Nord de l'Afrique, au Moyen-Orient, en Europe, etc...

Même avec les États-Unis, la Chine a vu augmenter ses liens en matière économique. Entre 2007 et 2014, le gouvernement chinois a multiplié par deux le montant de ses importations, passant de 62 à 124 milliards de dollars, selon le Bureau du Recensement des États-Unis. Quelles sont alors les terribles conséquences du « commerce déloyal » et de la « manipulation du change » provoqués contre les entreprises nord-américaines ?

Alors que les États-Unis agissent unilatéralement dans les domaines de la finance et de la géopolitique, la Chine se fraye un chemin par le biais de l'augmentation exorbitante de son commerce extérieur, qui soit dit en passant, constitue la force la plus importante de l'internationalisation du yuan. Quand la Chine est devenue la première puissance d'exportation devant les États-Unis en 2007, dans les échanges, le yuan a commencé à remplacer le dollar. Selon les projections élaborées par HSBC, dans les 5 prochaines années, la proportion du commerce chinois libellé en yuans passera de 25 à 50% [2].

En octobre 2013, le yuan a dépassé l'euro dans les monnaies les plus utilisées dans les opérations de financement commercial [3]. Avec la Chine, continentale, Hong Kong et Singapour comme principaux centres d'émission, les crédits commerciaux libellés en yuans ont enregistré une participation de 9,43% au début 2015, une augmentation de 30% par rapport à 2013 [4].

Selon le fournisseur mondial de services de messagerie financière sécurisés (en anglais désigné sous le sigle SWIFT), pour la première fois en janvier 2015, le yuan est devenu la 5ème monnaie la plus utilisée dans les transactions au niveau mondial, devant les dollars canadien et australien [5]. Il y a tout juste 4 ans, un petit groupe de 900 institutions bancaires réalisait des opérations en yuans. Fin 2014, ce chiffre atteignait 10 000 entités.

Selon Christine Lagarde, la présidente du FMI, l'intégration du yuan dans les DTS est un fait imminent. Cependant, celle-ci refuse de donner une date [6]. À l'instar de ce qui est en train de se produire avec le système de représentation du FMI, les États-Unis

s'opposent à tout changement destiné à affaiblir le rôle du dollar.

Cependant, contrairement aux autres décisions qui demandent obligatoirement l'approbation de 85% des membres du FMI, le vote pour incorporer une devise aux DTS requiert seulement 70% de voix en faveur. Ainsi, le pouvoir de veto de Washington (17,69%) souffre d'un manque total d'importance.

Quelles seront donc les conséquences, dans le domaine des finances internationales, d'une éventuelle adhésion du yuan aux DTS ? Les réserves accumulées en yuan seront finalement reconnues par le FMI ; l'émission d'obligations et l'ouverture de comptes bancaires en yuans augmentera de façon significative. De surcroît, la diminution des frais de transaction développera l'expansion des entreprises chinoise outre-mer. Une fois incorporée dans les DTS, la monnaie chinoise dépassera les poids relatifs tant du yen (Japon) que de la livre sterling [7].

La montée du yuan est sans doute devenue imparable. Selon les estimations de Massimiliano Castelli, directeur de la stratégie des institutions souveraines de la banque UBS, en 2020, les banques centrales augmenteront leurs réserves libellées en « monnaie du peuple » (renminbi) pour atteindre 500 milliards de dollars [8].

Les débats autour de l'incorporation du yuan dans les DTS auront lieu à partir du mois de mai prochain. Au mois de novembre sera peut-être votée l'initiative présentée par la Chine et en janvier 2016, ces changements seront effectifs. Les États-Unis et leurs alliés réussiront-ils à faire basculer les membres du FMI contre l'internationalisation du yuan ?

Ariel Noyola Rodríguez

Traduction

Jean-François Rey

Traducteur professionnel. Master de traduction de l'Université d'Orléans. Maîtrise en civilisation hispano-américaine de l'Université de la Sorbonne.

Source

Russia Today (Russie)

[1] "Commentary : U.S. fiscal failure warrants a de-Americanized world", Xinhua, October 13, 2013.

[2] "Half of China's total trade to be settled in yuan by 2020 - HSBC CEO", Michelle Chen, Reuters, March 26, 2015.

[3] "RMB now 2nd most used currency in trade finance, overtaking the Euro", SWIFT, November

2013.

[4] "RMB strengthens its position as the second most used currency for documentary credit transactions", SWIFT, February 2015.

[5] "RMB breaks into the top five as a world payments currency", SWIFT, January 2015.

[6] "IMF's Lagarde says inclusion of China's yuan in SDR basket question of when", Reuters, March 20, 2015.

[7] "Guest post : IMF decision could propel renminbi past sterling and yen", Jukka Pihlman, *The Financial Times*, December 15, 2014.

[8] "Yuan reserves set to rise by \$500 billion over 5 years : banks", Patrick Graham & John Geddie, Reuters, February 25, 2015.

Source : « Incorporer le yuan aux Droits de tirage spéciaux », par Ariel Noyola Rodríguez, Traduction Jean-François Rey, Russia Today (Russie), *Réseau Voltaire*, 12 avril 2015, www.voltairenet.org/article187303.html